

Lâ??UE permet lâ??attaque des groupes palestiniens par IsraÃ«l

Description

Ali Abunimah, le 26 octobre 2021



Lâ??Union EuropÃ©enne se dÃ©robe Ã regarder en face lâ??attaque frontale dâ??IsraÃ«l contre des groupes palestiniens de dÃ©fense des droits humains. (Mamoun WazwazAPA images)

La qualification, vendredi, par IsraÃ«l dâ??organisations â??terroristesâ?• de six groupes palestiniens majeurs de dÃ©fense des droits a suscitÃ© [une rÃ©ponse immÃ©diate et forte](#) de la part des dÃ©fenseurs des droits humains.

Les rÃ©actions ont continuÃ© Ã se dÃ©verser. Lundi, deux douzaines dâ??organisations de dÃ©fense des droits humains en IsraÃ«l [ont condamnÃ© ensemble](#) cette mesure comme Â« acte de lâ©chetÃ© Â» qui est Â« caractÃ©ristique des rÃ©gimes rÃ©pressifs et autoritaires Â».

Elles ont fait appel Ã la Â« communautÃ© internationale pour quâ??elle sâ??oppose sans Ã©quivoque Ã cette dÃ©cision Â».

Â« Cette classification est une attaque frontale contre le mouvement palestinien de dÃ©fense des droits humains et contre les droits humains oÃ¹ que ce soit Â», [ont aussi dÃ©clarÃ© lundi](#) une dizaine de rapporteurs spÃ©ciaux de lâ??ONU.

Les experts indÃ©pendants, dÃ©signÃ©s par le Conseil des Droits de lâ??Homme de lâ??ONU pour Ã©tudier une sÃ©rie de questions, ont averti que la qualification (de terrorisme) allait effectivement interdire le travail des groupes de dÃ©fense des droits humains. Cela fournit un prÃ©texte Ã IsraÃ«l pour arrÃªter leur personnel, fermer leurs bureaux et saisir leurs biens.

https://twitter.com/alhaq_org/status/1452736556947623939?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eabunimah%2Feu-enables-israeli-attack-palestinian-groups

https://twitter.com/JoostHiltermann/status/1452701630567223303?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eabunimah%2Feu-enables-israeli-attack-palestinian-groups

Les rapporteurs ont ajoutÃ© quâ??au moins dans un cas, lâ??action dâ??IsraÃ«l peut avoir Ã©tÃ© engagÃ©e en guise de reprÃ©sailles Ã une coopÃ©ration avec des entitÃ©s de lâ??ONU.

Plusieurs organisations ont aussi coopÃ©rÃ© avec lâ??enquête de la Cour PÃ©nale Internationale sur les crimes de guerre en Cisjordanie occupÃ©e et dans la bande de Gaza.

« Faire taire leurs voix n'est pas ce qu'une démocratie adhérent aux droits humains largement reconnus et aux normes humanitaires, devrait faire » ont ajouté les experts de l'ONU.

« Nous en appelons à la communauté internationale pour la défense des défenseurs ».

L'UE baisse la tête

Certains membres du Parlement Européen ont aussi appelé à ce qu'Israël soit tenu responsable, notamment en suspendant les privilèges spéciaux dont il bénéficie sous l'égide de l'Accord d'Association UE-Israël.

https://twitter.com/ManuPineda/status/1452680120343334914?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eabunimah%2Feu-enables-israeli-attack-palestinian-groups

https://twitter.com/TheProgressives/status/1452590055499911171?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eabunimah%2Feu-enables-israeli-attack-palestinian-groups

https://twitter.com/wallacemick/status/1452507085669814274?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eabunimah%2Feu-enables-israeli-attack-palestinian-groups

Pour autant, l'Union Européenne et ses pays membres ont manifestement gardé le silence.

Les comptes de l'UE hyperactifs sur les réseaux sociaux ont chatouillé sur peu près toutes les questions possibles, mais rien n'a été dit sur cette dernière attaque en date d'Israël sur les [prétendues valeurs européennes](#), sur les droits humains, la démocratie et la liberté.

Dimitar Tzantchev, le nouvel envoyé de l'UE à Tel Aviv a même tweeté sur le « plaisir » qu'il a eu à visiter le nouveau studio de télévision israélien, en compagnie de l'ambassadeur de France.

https://twitter.com/DTzantchev/status/1452236414784057349?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eabunimah%2Feu-enables-israeli-attack-palestinian-groups

Lundi, j'ai critiqué Peter Stano, le porte-parole pour les Affaires étrangères de la Commission Européenne, l'exécutif de l'UE. Je lui ai demandé ce qui expliquait ce silence à puisque notamment au moins deux des six organisations interdites reçoivent des financements de l'UE.

Il a aussitôt répondu, m'admonestant : « vous vous trompez en déclarant que l'UE garde le silence ».

Stano a fait remarquer qu'il avait [traité le sujet](#) ce même jour lors du point de presse régulier de l'UE, en réponse à des questions de journalistes.

Il m'a envoyé le texte de sa réponse.

https://twitter.com/AliAbunimah/status/1452649228271030274?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eabunimah%2Feu-enables-israeli-attack-palestinian-groups

Lorsque j'ai demandé à Stano pourquoi l'UE n'avait pas rédigé une déclaration ou posté quelque chose sur les réseaux sociaux, il a répondu qu'il était « très superficiel et vraiment plutôt trompeur à mettre des jugements basés uniquement sur l'activité » de l'UE en matière de déclarations sur les réseaux sociaux.

« Nous utilisons une variété de moyens de communication et de façons de faire passer notre message en temps approprié » a ajouté Stano.

« Tant donné que l'UE ne semble jamais trouver le « moment approprié » pour tenir Israël responsable, le scepticisme est à l'ordre du jour.

Mais regardons ce que l'UE nous a livré jusqu'à présent.

En dehors du fait que l'UE a attendu plusieurs jours pour faire un commentaire et ce, uniquement sur demande, la substance des remarques de Stano au point de presse est pour le moins douteuse.

L'UE n'a pas critiqué ni condamné l'action d'Israël mais elle en a « pris note ».

Peut-être la partie la plus significative de la déclaration est que « des allégations passées de mauvaise utilisation de fonds européens concernant certains de nos partenaires parmi les organisations de la société civile palestinienne n'ont pas été étayées ».

Ainsi que même l'organe de droite [Jerusalem Post](#) l'a reconnu, Israël n'a présenté aucune preuve étayant ses accusations selon lesquelles les six groupes à savoir Al-Haq, Addameer, Defense for Children International Palestine, l'Union of Palestinian Women Committees, l'Union of Agricultural Work Committees et le Bisan Center for Research and Development à canaliser des financements pour le soutien des activités « terroristes » du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP).

Et pourtant, l'Union Européenne s'est mise en quatre pour montrer sa défiance envers Israël : Stano a dit que le bloc a pris « très au sérieux » les accusations israéliennes et qu'il « se penchait sur ce qui était avancé ».

« De la poudre aux yeux »

Il est certain, au vu de la façon dont même l'UE reconnaît que de précédentes accusations de la part d'Israël se sont avérées fausses, que la charge de la preuve devrait être du côté d'Israël avant toute investigation de l'UE.

Mais bien sûr une telle preuve ne sera jamais faite puisque, comme le sait chaque organisation qui défend sérieusement les droits humains, les accusations israéliennes sont sans fondement.

Il est assez intéressant de remarquer que Gerald Steinberg, le directeur de l'ONG Monitor a, peut-être involontairement, reconnu cela.

NGO Monitor est une organisation israélienne de droite, qui est la [principale source](#) sur ce type d'accusation contre les groupes palestiniens de défense des droits et contre ceux qui les financent.

Elle a [publié](#) ce qu'elle prétend être une « analyse » soutenant les accusations israéliennes.

Lundi, la Suède est apparemment devenue le premier État membre de l'UE à s'exprimer publiquement bien que discrètement sur l'attaque israélienne contre les groupes palestiniens.

Le gouvernement suédois a [confirmé](#) que des « allégations précoces de mauvaise utilisation de fonds suédois étaient d'innocentes de toute substance ».

https://twitter.com/GeraldNGOM/status/1452620570835685378?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%26abunimah%2Feu-enables-israeli-attack-palestinian-groups

Steinberg a répondu en affirmant que les représentants suédois « savent depuis des années que bon nombre de représentants des ONG palestiniennes qui sont leurs sous-traitants sont impliqués avec l'organisation terroriste FPLP ».

« Comment savent-ils que, derrière les salaires, des financements intrasposables émanant des contribuables pour l'activité des ONG ne sont pas détournés vers le terrorisme ? »

La question de Steinberg révèle que l'argumentation d'Israël et de NGO Monitor en vue d'une mise hors la loi de ces organisations n'est fondée sur rien autre que des spéculations et sur l'imputation d'une culpabilité par association avec le FPLP qualifié de « terroriste » par Israël, comme pratiquement tous les partis politiques palestiniens.

Steinberg a [accusé](#) les organisations palestiniennes de défense des droits humains d'être « le front de la terreur » caché derrière « de la poudre aux yeux ».

Mais cela décrit bien mieux la campagne mensongère d'Israël destinée à saboter le travail de ceux qui documentent ses crimes.

https://twitter.com/EUpalestinians/status/1452727861782188046?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%26abunimah%2Feu-enables-israeli-attack-palestinian-groups

L'Union Européenne apparaît suffisamment sensible à la critique montante sur son silence et sa complicité avec les violations croissantes des droits des Palestiniens par Israël, pour avoir mis en scène lundi une séance-photo avec des représentants des six organisations.

Mais, comme d'habitude, cela s'est fait sans condamnation des actes d'Israël ni conséquences. Cela s'apparente à un feu vert de Bruxelles pour la poursuite de l'escalade de l'attaque israélienne.

Traduction SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée
2021/10/27